

Argumentation juridique de la validité de l'AGE du 23 avril 2012 et de ses décisions

Comme nous l'avons rappelé dans un courriel au CA en date du 20 avril 2012 puis lors de l'AGE du 23 avril, nous ne contestons pas que la version des statuts déposée en préfecture le 1^{er} avril 2011 fasse référence aux anciens statuts dans son article 16.3. :

« 16.3 Pour la validité des décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire (cf. anciens statuts) »

Nous contestons par contre la validité pleine et entière de ces statuts déposés en Préfecture puisqu'ils ne correspondent pas à la version qui a été envoyée en pièce jointe de la convocation aux Assemblées Générales du 18 janvier 2011.

C'est ce document et lui seul qui a été approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) du 18 janvier et non celui déposé en Préfecture.

Ainsi, dans le document proposé aux adhérents réunis en AGE le 18 janvier 2011, l'article qui traite de la validité des décisions (l'article 16.2) est différent et ne fait en aucune manière référence aux anciens statuts :

« 16.2 Pour la validité des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire, un quorum de 30 adhérents, physiquement présents doit être atteint. Si moins de 60 personnes sont adhérentes au moment de l'Assemblée Générale, le quorum est fixé à la moitié des adhérents arrondi à l'entier supérieur. »

C'est donc une version erronée qui a été déposée en Préfecture par la précédente présidente de l'association, le 1^{er} avril 2011.

La version proposée en AGE le 18 janvier 2011 a été adoptée comme suit :

(Extrait du procès-verbal de l'AGE du 18 janvier 2011)

Vote de la modification des statuts de l'association.

Résultat du vote

Ne prend pas part au vote : 0

S'abstient : 0

Contre : 8

Pour : 51

La modification est donc adoptée par l'assemblée des adhérents réunis en assemblée générale extraordinaire.

Afin que les décisions des adhérents réunis en AGE le 18 janvier 2011 soient enfin respectées, nous avons demandé au Bureau de procéder à la mise à jour sans délai des statuts de l'association, afin d'éviter aux responsables les sanctions prévues dans la Loi du 1^{er} juillet 1901.

Par ailleurs, la jurisprudence associative nous permet de préciser :

« Les statuts ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils sont déclarés. (Tiers = personnes physiques ou morales extérieures à l'association). Cependant, les statuts régulièrement adoptés en assemblée générale sont valablement applicables, sans délai, aux membres de l'association concernée, à ses instances dirigeantes et à son fonctionnement. »

Ainsi ce sont donc bien les statuts adoptés à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 janvier 2011, qui diffèrent des statuts déposés en Préfecture, qui étaient applicables lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 avril 2012.

Le 23 avril 2012, le Bureau a comptabilisé 165 adhérents présents ou représentés : soit plus de 5 fois le quorum requis pour la validation des décisions. Nous considérons les décisions prises lors de cette AGE comme étant valides aux yeux de nos statuts et de la très grande majorité des adhérents présents lors de cette AGE, comme l'atteste leurs nombreuses signatures des résolutions votées régulièrement.

Pour suivre les statuts officiels en date du 23 avril, la modification de l'ordre du jour a été votée par plus d'un quart des présents (cf. relevé de décisions de l'AGE du 23 avril 2012) comme le stipule l'article 16.6 : « *Seules seront valables les résolutions prises par l'Assemblée Générale sur les points inscrits à son ordre du jour; ou demandées par au moins un quart des présents.* ».

Étant donné que de nouveaux statuts ont été votés au point 3 de l'ordre du jour (cf. relevé de décisions de l'AGE du 23 avril 2012), l'ensemble des résolutions prises à partir du point 4 de l'ordre du jour dépendent des statuts désormais actuels de l'association (cf. nouveaux statuts).

Dans ces statuts, il est indiqué dans l'article 10.1 (« *L'association est administrée par un Conseil d'Administration qui doit représenter les acteurs de la vie étudiante le plus équitablement possible. Pour cela, il est composé des membres suivants :*

- *les cinq membres de Droit déterminés à l'article 6.5 des présents statuts.*
- *les membres Adhérents Associatifs élus conformément à l'article 8 des présents statuts.*
- *les membres Adhérents Individuels élus, élu conformément à l'article 19 des présents statuts.*
- *des membre Adhérents Individuels représentant des Employés, élu conformément à l'article 9 des présents statuts.* »).

Si l'on se réfère aux articles 19 et 20, nous pouvions élire dès à présent jusqu'à 5 membres Adhérents Individuels ou réélire l'ensemble des membres Adhérents Individuels (jusqu'à 10). Dans le souci de ne pas exclure les administrateurs actuels, l'AGE a voté pour le seul rajout de 5 membres Adhérents Individuels (cf. relevé de décisions de l'AGE du 23 avril 2012) :

« Article 19 : Assemblée Générale Ordinaire

19.1 Au moins une fois par année universitaire les membres de l'association sont convoqués en Assemblées Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 17 des présents statuts.

19.2 L'Assemblée Générale Ordinaire :

- *Entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration notamment sur la situation morale et financière de l'association.*
- *Entend le rapport d'activités du Conseil des Associations,*
- *Statue sur les différents rapports et sur les comptes de l'exercice clos.*
- *Décide des orientations pour développer les activités, les projets et services de l'association.*
- *Décide des prises de position publiques de l'association en accord avec les valeurs civiques, sociales et solidaires de sa Charte définie par les présents Statuts.*
- *Vote le budget de l'exercice suivant.*
- *Élit d'éventuels membres Bienfaiteurs.*

19.3 Élection des représentants des membres Adhérents Individuels au Conseil d'Administration : L'Assemblée Générale désigne pour un an renouvelable et révoque jusqu'à 10 membres Adhérents Individuels de l'association comme membre du Conseil d'Administration.

19.4 Les représentants des membres Adhérents Individuels au Conseil d'Administration rendent des

comptes aux autres Adhérents Individuels à chaque Assemblée Générale. Ils appliquent les orientations et décisions de l'Assemblée Générale au sein du Conseil d'Administration.

Article 20 : Assemblée Générale Extraordinaire

20.1 Elle est convoquée dans les conditions prévues à l'article 17 des présents statuts.

20.2 L'Assemblée Générale Extraordinaire peut statuer sur les même questions que l'Assemblée Générale Ordinaire, ainsi que sur les modifications à apporter aux présents statuts.

20.3 L'Assemblée Générale Extraordinaire peut effectuer des élections anticipées de nouveaux représentants des membres Adhérents Individuels au Conseil d'Administration, comme décrit dans l'article 19.3, si ce point est porté à l'ordre du jour de la convocation envoyée aux adhérents.

20.4 L'Assemblée Générale Extraordinaire peut procéder à l'élection directe et immédiate d'un nouveau Bureau parmi les membres Individuels, les membres Associatifs et les membres de droit du Conseil d'Administration présents à l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration suivant pourra toujours désigner un nouveau Bureau conformément à l'article 15. »

C'est ainsi que 5 nouveaux membres Adhérents Individuels ont été élus lors de cette AGE du 23 avril 2012 :

- Thomas BADIN (étudiant à l'INPG) avec 112 voix
- Emmanuelle VALLEE (étudiante à l'UJF) avec 108 voix
- Régis BOURGOINT (salarié du SOL Alpin) avec 111 voix
- Antoine MUSY (étudiant à l'UPMF) avec 113 voix
- Timothée GAXOTTE (étudiant à l'UJF) avec 112 voix

Pour finir, conformément à l'article 20.4, l'AGE du 23 avril 2012 a élu un nouveau Bureau composé de :

- Emmanuelle VALLEE (étudiante à l'UJF) avec 103 voix en tant que co-présidente
- Alexandre LAMOTHE (étudiant à l'UPMF) avec 108 voix en tant que co-président
- Thomas BADIN (étudiant à l'INPG) avec 102 voix en tant que trésorier
- Antoine MUSY (étudiant à l'UPMF) avec 91 voix en tant que secrétaire

Afin que cette AGE soit la plus valide possible, les nouveaux statuts ainsi que les nouveaux administrateurs, le nouveau bureau et l'extrait de procès-verbal comportant les relevés de décisions ont été déposé à la DDCCS le 24 avril 2012 dès l'ouverture à 9h30. Comme preuve de notre bonne foi, vous avez ci-joint une copie de la Déclaration de la liste des personnes chargées de l'administration d'une association (cerfa n°13971*03) pour l'association Éponyme, attestée par la greffière du bureau des associations de la DDCCS.

Alexandre LAMOTHE, Emmanuelle VALLEE, Co-présidents

Thomas BADIN, Trésorier

Antoine MUSY, Secrétaire général